

André-Yves Breton

Agent commercial - Conseiller Municipal de Paris (1953-1971)
Ancien Vice-Président du Conseil de Paris, et du Conseil Général de la Seine
Chevalier de la Légion d'Honneur - Officier des Palmes Académiques
Chevalier du Mérite Sportif

CENTRE — REFORMATEURS

- **C. N. I.** (Antoine PINAY P[dt] d'h')
- **Centre Démocrate** (Jean LECANUET)
- **Mouvement Réformateur**

POURQUOI ?

... des hommes venus **d'horizons divers** et leurs partisans se sont-ils unis ? sur quels points peuvent-ils être d'accord ? Est-ce principalement dans le domaine social, économique, extérieur ?

Principalement c'est sur le plan **politique.**

Or ces élections sont politiques

Il s'agit de constater que depuis 15 ans, les « gaullistes » ont jeté l'anathème sur tous ceux qui, n'étant pas gaullistes, ne pouvaient à leurs dires qu'être communistes ou faire le jeu des communistes. « Entre les communistes et nous, il n'y a rien » a dit André Malraux...

De ce fait et sous ce faux prétexte une majorité de la population, non seulement est tenue à l'écart du pouvoir, mais n'a même pas le droit à la parole :

- ni à l'Assemblée Nationale,
- ni à la Radio-Télévision,
- ni dans les Ministères, etc...

— des fonctionnaires ont vu leur carrière arrêtée,
— des officiers ont été poussés à la démission,
— des Français d'Algérie ont été tués, ruinés, spoliés,
— les cabinets ne sont composés que de membres de "l'intelligenzia" gaulliste.

Comme à la fin de la monarchie française, une classe de privilégiés s'est installée dans le pouvoir.

En acceptant les nuances qui peuvent personnaliser les partis unis dans le Centre, **nous**, qui sommes épris de Liberté, estimons que chacun a au moins le droit à la parole et le devoir d'exprimer et de défendre ses idées : en matière économique, — en matière sociale, — en matière de défense, de politique extérieure etc...

Seules les idées des meilleurs ou les idées les meilleures doivent s'imposer à tous.

C'est pourquoi, **avec nous**, vous déciderez de soutenir les Centristes, victimes d'une loi électorale injuste, pour les aider à retrouver la possibilité de s'exprimer.

C'est en refusant ce droit à la gauche française raisonnable que le pouvoir a jeté les socialistes dans les bras des communistes créant ainsi lui-même le danger d'une prise de pouvoir soviétique totalitaire en France, contre laquelle maintenant l'U.D.R. - avec ses volontaires associés et figurants R.I. et C.D.P. - veulent nous mettre en garde.

Vouloir que chacun dans notre pays puisse exprimer son point de vue, ce n'est pas vouloir revenir aux jeux stériles de la 4e République dans lesquels se sont si longtemps complus les gaullistes ; C'est vouloir seulement :

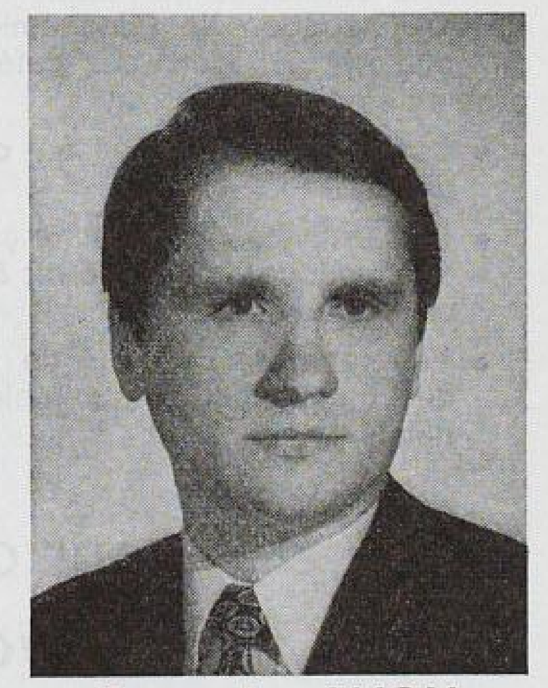
— L'abolition des privilèges, — La justice, — L'égalité, — La liberté.

Nous luttons contre les 2 totalitarismes

- Celui du parti soviéto-communiste qui, avec ses écoles du parti, veut faire diriger le pays par ses cadres et ne jamais plus lâcher le pouvoir après l'avoir conquis.
- Celui du parti gaullo-technocrate qui avec son E.N.A. fait diriger le pays par ses supertechno-fonctionnaires et a pris tout le pouvoir que nous entendons lui faire lâcher pendant qu'il est temps.

Si nous n'y arrivons pas dans le **calme** et dans **l'ordre** que l'on y prenne garde :

Le mécontentement se généralise, les tensions s'accentuent, les rancunes, quelquefois des haines s'accumulent ouvrant ainsi la porte aux réactions les plus extrêmes, les plus violentes risquant de conduire à brève échéance à une tentative de prise de pouvoir par les communistes qui, si ils devaient réussir, s'y installeraient **sans partage** et **définitivement.**



François AVON
suppléant
Président du Centre Démocrate du 19e arr[t]

Monsieur, Madame, Mademoiselle,

Que reprochons-nous à la majorité sortante qui ne doit pas être la majorité nouvelle :

- **Son incapacité** à maitriser la hausse des prix qui ronge le pouvoir d'achat.
- **Son conservatisme social.** C'est-à-dire l'injustice flagrante qu'elle entretient entre les Français : inégalité des salaires et des chances de réussite, inégalités devant l'impôt, inégalités devant la vieillesse, privilèges accordés aux puissants grâce à une étroite collusion entre le pouvoir politique et quelques intérêts privés.
- **Le gaspillage qu'elle fait de l'argent public,** dont une trop grande part n'est pas consacrée aux besoins de tous, mais dépensée dans d'inutiles opérations de prestige (La Villette, le Concorde, etc.) ou gaspillée par des subventions à des entreprises parasitaires...

En cinq ans, les impôts ont doublé. Durant ces cinq mêmes années, des problèmes essentiels tels que ceux du logement ou des équipements collectifs ont à peine progressé. Alors que penser de la politique dispendieuse du gouvernement ?

- **Les scandales qu'elle permet** reflètent la déviation d'un régime qui laisse se développer, dans ses propres rangs, un affairisme sans limite.

Que reprochons-nous à la coalition socialo-communiste ?

Une politique, inspirée par le Parti Communiste, qui consisterait à faire retomber la France dans une autre forme d'autoritarisme bureaucratique aggravé : celui de l'Etat, maître de tous les pouvoirs.
Nous sommes **contre** la collectivisation de l'économie, car seule une économie de concurrence peut garantir le progrès et donc l'accroissement du niveau de vie de tous.
Nous sommes **pour** la liberté : liberté de s'exprimer, liberté de choisir son avenir et celui de ses enfants.

Quels sont nos objectifs à nous « LE CENTRE - RÉFORMATEURS » ?

- Moraliser l'économie.
- Faire passer les besoins collectifs — ceux de tous les Français — avant les intérêts financiers privés.
- Utiliser l'argent des Français à des équipements valables offrant par leur conception et construction toute sécurité. L'horrible drame du C.E.S. de la rue Edouard-Pailleron en prouve l'impérative et urgente nécessité.
- Préférer toujours l'initiative et la concertation de tous à la contrainte de l'Etat.

Cette conception de l'Economie de l'Etat dicte un devoir de solidarité à l'égard des catégories sociales qui ont des problèmes graves :

- Les personnes âgées qui **ont droit** à un minimum vital décent.
- Les artisans, les commerçants, victimes de mutations économiques qui **ont droit** à des aides correspondantes au préjudice causé.
- Les rapatriés, spoliés de leurs biens qui **ont droit** à une indemnisation équitable réglée dans les meilleurs délais.

Quelles mesures prendrions-nous si nous étions au pouvoir :

Transfert immédiat de 20 milliards de dépenses improductives à la Santé, à l'Education, au Logement, à la Formation et aux Transports.
Cet argent servirait essentiellement à financer les grands équipements collectifs qui sont la clé du développement économique français et à une politique de formation des hommes, seule chance véritable de progrès pour chacun.
Nous prendrions également ces mesures :

- Doublement de l'allocation vieillesse.
- Revalorisation des retraites.
- Salaire minimum à 1.000 Francs.
- La T.V.A. sera simplifiée et la patente progressivement abandonnée.
  La fraude sera combattue, car c'est un vol à votre détriment et les exonérations injustifiées seront supprimées.

Les mesures nouvelles coûteront 20 milliards de francs par an (10 % du budget de l'Etat) :

- 10 milliards pour doubler l'allocation vieillesse,
- 6 milliards pour doubler les équipements collectifs (en 5 ans),
- 4 milliards en allégements fiscaux et amélioration de l'emploi.

Ces charges raisonnablement supportables seront couvertes par :

- 10 milliards d'économie sur les dépenses inutiles (excès de dépenses militaires et subventions indues de l'Etat à certaines entreprises).
- 10 milliards en amélioration des recettes de l'Etat ; réduction de la fraude et augmentation de la consommation résultant de l'expansion générale.

Enfin, à raison d'un rythme de croissance de 5 % par an, l'Etat disposera d'environ 10 milliards de plus par an : 50 milliards en 5 ans, qui seront redistribués en équipements collectifs (hôpitaux, routes, téléphone...)

L'Europe réelle est nécessaire à l'ensemble de nos réalisations. Les réalités de la vie nous imposent de la faire. Sinon, nous serons tous, nous Européens, livrés aux appétits des « blocs » de puissances et d'idéologies que nous ne pouvons accepter pour nôtres. La plus solide garantie de l'indépendance de la France, c'est l'indépendance de l'Europe.

Il est toujours facile de promettre lorsque l'on n'est pas au pouvoir. Nous, nous pourrons tenir nos engagements, car ils sont réalistes et reposent sur une analyse rigoureuse et chiffrée du budget national : **c'est-à-dire sur une meilleure répartition des revenus de l'Etat. Pour le bien d'un plus grand nombre. Pour le bien de la France.**

Les cinq prochaines années engagent l'avenir des Français.

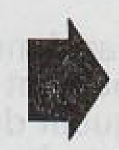
Si la politique actuelle devait se poursuivre, on verrait les prix monter encore, les inégalités sociales s'aggraver, la pression fiscale et administrative augmenter.

En cinq ans, tout peut changer, tout doit changer. A condition que vous envoyiez une autre majorité à l'Assemblée.

Nous rassemblons les hommes, les moyens et les idées. Nous pouvons dès maintenant forger cette nouvelle majorité.
Notre Programme n'est pas un catalogue de promesses : c'est **un véritable programme de gouvernement.** Et un programme chiffré : le seul. Notre objectif : le changement dans le calme, pour le mieux-être des Français. **C'est vous, personnellement, qui, par votre vote imposerez, ce changement.**

pour défendre **votre** liberté et **toutes** les libertés

vous voterez CENTRE - REFORMATEURS

vous voterez  **André-Yves BRETON**

et François AVON
suppléant

IMP. LE RÉGULAR - VU LES CANDIDATS